

L'avenir de la non-violence

Un entretien avec Ramin Jahanbegloo

Gene Sharp, Ramin Jahanbegloo

TRADUCTION **Nicole G. Albert**

DANS **DIOGÈNE** 2013/3-4 n° 243-244 , PAGES 222 À 240

ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

ISSN 0419-1633

ISBN 9782130617976

DOI 10.3917/dio.243.0222

Date de mise en ligne : 08/01/2015

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-diogene-2013-3-page-222?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'AVENIR DE LA NON-VIOLENCE

UN ENTRETIEN AVEC RAMIN JAHANBEGLOO¹

par

GENE SHARP

Ramin JAHANBEGLOO. *Avec la mort de Kadhafi, on a assisté à la quatrième disparition d'un dictateur en dix ans. Force est de constater que les dictateurs ne tirent aucune leçon des défaites et des échecs que subissent leurs homologues. C'est peut-être dans leur nature de rester au pouvoir coûte que coûte jusqu'à ce qu'ils soient mis dehors. Que pensez-vous de cette caractéristique psychologique ? J'ai remarqué que la dictature est l'un des concepts abordés dans votre dictionnaire (Sharp 2011).*

Gene SHARP. En effet.

Comment expliquez-vous le fait qu'ils ne partent pas quand ils le peuvent encore ? Viendra-t-il un temps où les leaders politiques, les autocrates tireront profit des expériences non-violentes du passé pour changer de tactiques ?

Je ne sais pas exactement. Ces idées portent sur leur psychologie et ce domaine dépasse mes compétences. Il se peut que lorsque l'on dispose d'un immense pouvoir et que tout le monde vous obéit et vous révère, on finit par croire que cette situation va durer éternellement – ce qui n'arrive jamais, évidemment. Pourquoi font-ils cela ? C'est personnel au sens où cela relève de leur psychologie individuelle.

Mais en termes de mécanismes, il faut noter, comme vous l'avez dit, que cela a à voir avec le fait qu'on leur obéit généralement, de sorte que dès qu'ils sont confrontés à la désobéissance civile, leurs stratégies ne changent pas.

C'est probablement cela, j'imagine. Mais je n'ai pas de théorie particulière à ce sujet.

Généralement la population, les gens qui se battent pour un changement non-violent, sont partagés entre la peur et l'intrépidité. C'est rarement le cas chez les dictateurs. En fait, je pense que le concept s'applique plutôt à ceux qui luttent qu'à ceux qui sont au pouvoir.

1. Entretien réalisé en octobre 2011.

Diogène n° 243-244, juillet-décembre 2013.

Je l'ignore. Il va sans dire que la hardiesse est un facteur indispensable. En particulier dans des situations extrêmes, vous savez. Pour installer un piquet de grève devant l'épicerie du coin sous un prétexte quelconque, pas besoin d'un courage fou. Néanmoins, si vous avez en face une personne ou un groupe prêt à en découdre et capable d'exercer une répression extrêmement violente, il faut vaincre sa peur. Sinon, celle-ci exigerait de courber l'échine pour sauver sa vie. Mais cela n'arrive pas dans tous les cas et dans toutes les situations. Je ne m'y connais pas en psychologie individuelle : je ne l'ai jamais étudiée. Mais j'ai remarqué que les gens s'accrochent jusqu'au bout, au point d'y laisser parfois leur vie. C'est arrivé.

Diriez-vous que l'intrépidité dans la résistance civile non-violente renvoie surtout aux stratégies, aux stratégies civiles ?

Je n'appellerais pas cela une stratégie. C'est simplement nécessaire pour une participation efficace.

Participation – c'est-à-dire que plus l'on participe, moins on a peur ?

C'est possible, mais je l'ignore.

Vous avez écrit sur la révolution syrienne : quand on compare ce qui se passe aujourd'hui en Syrie et ce qui se passe en Iran, on constate qu'apparemment les gens en Syrie ont cessé de craindre la dictature parce qu'ils se défendent. Mais j'ai l'impression que quand on parle avec les Iraniens, la peur de descendre dans la rue est bien présente. Quel parallèle établissez-vous entre les deux phénomènes ?

Je ne connais pas assez bien ces deux sociétés pour émettre un avis. Elles se trouvent peut-être tout simplement dans des situations différentes. Et je ne connais vraiment pas dans le détail leurs traditions et leur histoire. Les deux régimes en question sont différents bien qu'ils soient tous les deux autoritaires.

Mais quel jugement portez-vous sur la révolution syrienne ?

Elle n'est pas encore achevée, bien sûr. Mais ce qui est remarquable, c'est que les opposants ont pu persévérer dans leur combat non-violent depuis un long moment déjà, sans pour autant s'effondrer. Le mouvement ne s'est pas écroulé et la lutte continue. C'est tout à fait extraordinaire. Et pour la majeure partie, ils ont maintenu une discipline non-violente, ce qui est vraiment étonnant sur le long terme, compte tenu des conditions extrêmement difficiles auxquelles ils sont confrontés.

Comment voyez-vous le « Mouvement vert » en Iran ?

Je ne le connais pas assez bien pour me prononcer.

Certains Iraniens doutent que la résistance non-violente soit une stratégie viable face à un régime qui n'hésite pas à tuer des gens. Je vous pose la question parce qu'on va me la poser à mon tour et que j'essaie d'obtenir une réponse de la bouche d'un stratège.

Les gens sont toujours prompts à décréter que le combat non-violent n'est plus viable ou, avant même qu'il ait commencé, à se demander : « Quelle est la limite ? » « Jusqu'où irons-nous ? » C'est parce qu'ils croient encore au pouvoir de la violence, sans aucune raison probante. Rien ne leur permet de conclure qu'en utilisant la violence on obtient une victoire rapide. Rien ne le prouve. Mais les gens sont prêts à abandonner l'action non-violente dans de nombreux cas et c'est incroyable qu'ils ne l'aient pas encore fait [en Syrie]. Or la vitesse avec laquelle un régime se désagrège est liée, entre autres, aux stratégies adoptées ; au calendrier que l'on a anticipé et comment on s'y tient. Mais je serais incapable de me lancer dans une critique ou une évaluation détaillée de leurs stratégies ou de leurs comportements car je n'en sais pas assez.

Une des questions fondamentales soulevées en Iran concerne l'idée d'autodéfense. Quelle est la ligne de démarcation, selon vous, entre résistance non-violente et auto-défense ?

Je ne me suis jamais focalisé là-dessus et je ne sais pas vraiment pourquoi.

Pourquoi ?

Je ne suis pas sûr que l'autodéfense soit envisagée pour essayer d'interférer dans le recours à la lutte non-violente. La question n'est pas nouvelle. En Birmanie, le Front démocratique des étudiants de Birmanie (ABSDF) s'est aussi rallié, temporairement, au combat non-violent mais les leaders ont continué à opter pour la violence. Et c'était un groupe qui s'appuyait beaucoup sur la violence et la guérilla. J'ai pensé que c'était une façon de ne pas renoncer à toute cette violence d'un seul coup, qu'ils voulaient en garder un petit peu. Que cela relève d'un problème psychologique n'en a pas moins des conséquences stratégiques.

Oui, mais je veux dire que cela pourrait être un moyen de sauvegarder sa propre vie ou celle des autres sans engendrer de nouveaux meurtres.

Oui, mais... Pour ce qui est du nombre de victimes, si vous recourez à la violence, vous allez au-devant d'une réaction violente. On n'est pas plus en sûreté parce qu'on recourt à la violence. Et lorsque l'on regarde le nombre de morts dans les guérillas et celui dans les principales actions et luttes non-violentes, il s'avère que le pourcentage de victimes parmi ceux qui utilisent la non-violence

est beaucoup plus faible que s'ils recouraient à la violence. La violence autorise d'une certaine manière vos opposants à être aussi brutaux qu'ils le veulent. Évidemment, ce n'est pas ce qu'ils diraient mais c'est ce qu'ils font. Pour considérer cette question avec justesse, il faut examiner le nombre de pertes humaines en fonction des deux techniques. C'est une question de statistiques et je ne dispose pas des chiffres, mais c'est mon impression.

C'est très important. À votre avis, est-ce que l'action non-violente facilite le consensus ?

Le consensus de l'ensemble de la population ? Oui, j'en suis convaincu.

Pourquoi ?

Comment dire ? C'est un cas de figure où il faudrait disposer de nombreuses données à partir d'une recherche de base, ce qui n'est pas le cas et ce qui, à ma connaissance, n'a pas été fait. Ça pourrait l'être. On pourrait probablement connaître le nombre de victimes en fonction des types de luttes et des situations spécifiques.

Oui. Est-ce parce que cela facilite la constitution d'alliances entre les résistants ?

Je ne suis pas persuadé que ça réduirait le nombre de pertes humaines...

Oui, mais lorsque les gens exercent la violence contre un dictateur, ils peuvent très bien l'exercer entre eux aussi.

Si les gens sont engagés dans une lutte violente, dès qu'il y a une mutinerie parmi eux, la réponse habituelle est la peine de mort. L'exécution expéditive comme on l'a vu en Syrie par exemple. Je pense donc que cela pourrait être le cas.

Prenons la guerre civile en Espagne. D'un côté, les républicains luttent contre Franco et les fascistes ; de l'autre, les communistes recouraient à la violence contre les anarchistes.

C'est tout à fait possible. Cela correspond au modèle russe. Dans les premiers temps de l'Union Soviétique, les anarchistes faisaient partie des cibles principales. Les anarchistes menaçant à long terme le pouvoir des bolchéviques, ce genre de comportement s'est développé et répandu.

Aussi l'un des enjeux primordiaux lorsque l'on combat une dictature est-il de ne pas créer de nouveaux dictateurs ?

Oui, évidemment.

Par quels mécanismes ? Quel type de stratégie devraient utiliser

les résistants non-violents pour empêcher l'émergence de nouveaux dictateurs ?

Il faut... tout d'abord empêcher que des groupes s'immiscent pour contrôler le gouvernement en vue de contrôler la société entière, si cela fait partie de leur doctrine.

C'est tout ?

Non, il faut avoir un plan. Dans notre brochure *L'Anti-coup d'État* (Sharp 2009a), nous montrons comment empêcher et faire échouer des tentatives de prises de contrôle de l'État. Cette confiscation de l'État se produit en particulier dans ces circonstances.

Est-ce que la réconciliation est également importante ?

Elle peut l'être. Ce qui a été fait en Afrique du Sud est de ce point de vue incroyable. Je ne l'ai pas étudié mais je trouve naïf de dire que c'est impossible. C'est peut-être difficile à croire mais ça peut arriver. Je ne suis pas allé plus loin dans ma réflexion.

Vous considérez donc la réconciliation comme l'un des mécanismes majeurs de la lutte non-violente ?

Non, pas nécessairement. Ce qui compte c'est de renverser le régime. C'est ça qui est crucial.

Ce qui prime, c'est qu'avec la disparition des dictatures, on entre dans une phase où il ne s'agit pas seulement d'instaurer un nouveau pouvoir ; c'est aussi le moment d'amener la population vers une reconstruction plus pacifique et plus calme du pays.

C'est souhaitable. Ceci ne veut pas dire que, si on n'y parvient pas, on a totalement échoué. C'est déjà une réussite de mettre fin aux brutalités et d'évincer les leaders au pouvoir. Et si on peut faire davantage, tant mieux. Si on ne peut rien faire de plus que cela, c'est quand même quelque chose.

J'ai remarqué que le mot « pardon » ne figurait pas dans le Sharp's Dictionary.

C'est sans doute exact. Il se rangerait dans la catégorie de la non-violence par principe, celle qui relève de convictions personnelles liées à une croyance religieuse en l'amour du prochain, par exemple.

Mais le pardon n'est pas toujours d'ordre religieux. Il peut aussi être non-religieux, n'est-ce pas ?

Ça reste religieux, même s'il ne repose pas obligatoirement sur la foi.

Je pense que le pardon pourrait, au même titre que la réconcilia-

tion, être un des mécanismes importants pour inviter la population à ne pas céder à la violence après la chute des dictatures.

Vous pouvez le dire si c'est ce que vous croyez. Mais ça ne constituerait pas une condition pour tout le monde. Il y a des choses qui devraient idéalement arriver mais qui ne sont pas pour autant des prérequis.

Ce n'est pas un prérequis. Qu'en est-il du châtement ? Est-ce un prérequis ?

Pas obligatoirement. Quand on enlève son pouvoir à quelqu'un, c'est déjà un châtement.

J'ai également remarqué que le mot « vengeance » n'apparaissait pas dans votre dictionnaire.

En effet.

La vengeance ne fait-elle pas partie du combat non-violent ?

Non, pas nécessairement. En fait, la vengeance prend souvent des formes violentes et entraîne... ce qu'elle entraîne.

Le meurtre et le crime ?

Oui, des actes de violence.

Et quelle distinction faites-vous entre la révolution non-violente et la résistance non-violente ? Existe-t-il une différence entre les deux ?

Oui, il existe une définition pour la révolution non-violente et une autre pour la résistance non-violente. La révolution non-violente correspond à toute une approche idéologique, dans la façon dont elle s'est développée dans certaines parties du monde à partir de ses propres cadres de pensée. Elle a pour objectif un changement social à atteindre en utilisant en priorité des moyens non-violents. Souvent, cela veut dire diffuser le pouvoir et le donner à la population qui a été opprimée. La résistance non-violente est une attitude qui recourt à l'action et au combat non-violents. Cela renvoie davantage à ce que font les gens qu'à ce qu'ils essaient d'accomplir.

On pourrait donc avoir une résistance non-violente qui ne se traduirait pas par de véritables changements dans la société ?

Oui, elle peut servir à maintenir la société telle qu'elle est en la défendant contre de possibles changements.

Ce n'est pas ce que disait Gandhi qui affirmait que l'engagement dans la non-violence doit s'accompagner de changements structurels des mentalités.

Là encore, il s'agit moins d'une description que d'une opinion personnelle.

Vous vous en tenez donc à une approche très analytique de la non-violence et vous écartez toutes les questions morales, religieuses ou de principes ?

Oui, mais je fais la liste de tous les éléments nécessaires pour un combat non-violent. Je les décris en m'appuyant sur des études antérieures.

Oui, bien sûr.

Mais ce n'est ni doctrinal, ni idéologique. On peut recourir au combat non-violent sans croire à la non-violence ni la pratiquer en tant que principe éthique ou moral. Et on peut faire des choses sans violence mais qu'on pourrait considérer comme non-éthiques.

À quoi pensez-vous par exemple ?

Prenons un exemple en Irlande, où les habitants d'un village ont essayé, par des moyens non-violents, d'obliger les protestants à envoyer leurs enfants dans les écoles catholiques – faute de quoi...

... comme une forme de coercition ?

Oui, mais la coercition n'est pas nécessairement immorale.

Non, c'est pourquoi on parle de coercition non-violente. Ça signifie qu'on peut contraindre les gens sans user de la force. On peut faire la même chose avec les régimes politiques.

Oui.

Il faut donc distinguer la coercition non-violente du combat non-violent ? N'est-ce pas la même chose ?

Non. La lutte est un processus dynamique. En revanche, la coercition non-violente est le résultat de mesures prises en amont.

D'accord. Si vous dites que la lutte est un processus dynamique, cela signifie qu'il faut des raisons de lutter. Les gens ont besoin de motifs pour reprendre la lutte et le combat. Lesquels ? Je serais très curieux de le savoir et je me demande s'ils diffèrent également.

Je pense qu'ils peuvent être très variés. Je ne me suis jamais focalisé là-dessus et je n'ai jamais écrit d'articles sur ces *motifs*. Mais ils peuvent être assez personnels et égoïstes. Ils peuvent viser à améliorer son propre statut dans la société ou bien à bloquer la réconciliation.

Est-ce que ces raisons varient d'une culture à une autre ?

Bien sûr. Elles peuvent aussi varier au sein d'une même cultu-

re, parmi différentes catégories de la population, à différentes périodes, ou en réaction à différentes sortes d'adversaires et d'enjeux.

J'aimerais savoir s'il faut toujours lier le combat non-violent à une culture de la démocratie.

Non – ce serait absurde. On peut trouver ce genre de combat dans des sociétés extrêmement autoritaires ou répressives.

On assiste déjà à des discussions sur une « culture de la paix ». Je ne me suis jamais senti à l'aise avec cette notion. Certains de ses défenseurs sont des gens absolument formidables mais ce débat m'a toujours dérangé. Ça revient à dire : « Nous voudrions une société idéale, le Nirvana... » Je pense que, dans leurs bouches, l'expression « société non-violente » revêt parfois plusieurs significations. Généralement, elle renvoie à quelque chose de très décentralisé, mais on s'aperçoit qu'elle consiste à croire à une éthique non-violente à laquelle les gens adhèrent, ce qui fait qu'on a supposément une société non-violente. Toutefois, ce n'est probablement pas comme cela que la plupart des gens la définiraient.

Mais peut-on parler d'une société non-violente ? Est-ce que cela signifie quelque chose ?

Bien sûr que l'on peut en parler.

Parle-t-on alors d'une société entièrement non-violente ?

C'est différent. Ceci ne se limite pas à en parler. Cela prend la forme d'une croyance. Ensuite, ça devient quelque chose qui ne pourrait sans doute pas exister.

Donc, que voulez-vous dire par société non-violente ?

Je ne suis pas sûr d'en donner une définition dans mon livre (Sharp 2011).

Non, il n'y en a pas.

Vous avez vérifié ?

Oui. J'ai lu pratiquement tout ce que vous avez écrit. Si je vous pose ces questions, c'est parce qu'on me les pose souvent, en tant qu'activiste non-violent. Qu'entendez-vous par société non-violente ? Une société peut-elle être non-violente ? Parce que le premier argument est que les êtres humains – c'est un argument très hobbesien – ne peuvent pas être non-violents car ils sont cupides. Ils sont guidés par leur intérêt personnel et par conséquent l'idée d'une société non-violente dépasse l'entendement. Je pense à des individus comme Gandhi, qui se qualifiait d'idéaliste pratique et qui en parle comme d'un processus, d'un work in progress. Il ne dit pas que nous y sommes parvenus, mais je pose néanmoins la question : qu'est-ce

qui vient à l'esprit quand on emploie l'expression « société non-violente » ? Est-ce que ça signifie quelque chose ?

C'est une certaine façon de regarder le monde. Ce n'est pas une tournure que j'utilise habituellement. Mais il est louable d'œuvrer dans cette direction.

Oui, le combat non-violent comporte deux volets aussi importants l'un que l'autre. Or les gens privilégient généralement le premier temps, qui consiste à se débarrasser des dictatures et des dictateurs. Mais le second est ce que Gandhi appelait le « programme constructif », qui consiste à ériger une nouvelle société. C'est d'autant plus difficile que, une fois que les peuples se sont débarrassés d'un... bref, comme en Libye par exemple, après la mort de Kadhafi. Ils ont mis fin à la dictature et il est temps de reconstruire le pays mais ils doivent le faire de manière démocratique afin de ne pas retomber dans la dictature ; d'autres formes de stratégies sont peut-être requises pour éviter cela.

C'est vrai.

Est-ce que ce deuxième aspect vous intéresse dans votre travail ou bien est-ce que vous ne vous concentrez que sur le premier ?

Dans mon livre sur Gandhi, j'ai écrit un passage sur le programme constructif (Sharp 1979). Je reconnais que c'est très important dans sa pensée. C'est un modèle possible pour construire une société plus juste et plus enviable, mais ce n'est probablement pas le seul. Je n'ai pas, pour ma part, conçu un modèle que je considérerais comme merveilleux. J'en suis bien incapable. Je dis que construire une société est une très bonne chose à laquelle Gandhi a réfléchi mais il existe peut-être d'autres approches. Allez de l'avant et faites quelque chose, avancez dans cette direction. Ne vous contentez pas d'y penser ou d'en parler. Mais que peut-on faire ? Si on fait quelque chose de stupide, ça nuit au but que l'on poursuit. Et ça n'arrangera pas vraiment les choses.

Pensez-vous que, dans le combat non-violent, différentes nations peuvent s'inspirer mutuellement ?

Peut-être.

Peuvent-elles s'imiter les unes les autres ?

Oui, mais il faut se demander : « Est-ce que ça fonctionne dans notre société ? » Pour une raison ou une autre, cela peut n'être pas transposable. Il faut s'assurer que c'est envisageable. Ou bien est-ce quelque chose qu'il faut construire à partir de nos propres traditions, de notre propre histoire ? Ressusciter, par exemple, ce que l'on aurait laissé de côté.

Avez-vous à l'esprit une société qui a emprunté à une autre son combat non-violent ?

Je ne serais pas si affirmatif. Il va sans dire que certains phénomènes circonscrits ont essaimé ; c'est le cas des grèves par exemple. Les gens ont appris des autres sociétés comment faire et à quoi elles servent. Mais ce n'est pas un modèle pour une société entière. C'est un type d'action bien particulier, qu'une grande partie de la société peut utiliser. Ils pourraient aussi imiter autre chose. Ils pourraient voir que la grève, on peut apprendre à la mener et voir ce qui se passe... On peut observer ses utilisations. Et on peut aussi avoir des grèves qui ne concernent que les conditions économiques et de travail. Ailleurs, on utilise les grèves comme moyen de changement politique, y compris pour le droit de vote. On peut aussi s'en servir dans le cadre d'une théorie socialiste visant à modifier la propriété des moyens de production.

Ainsi, par exemple, Martin Luther King a toujours affirmé que sa méthode d'action non-violente prenait modèle sur Gandhi... en partie.

C'est probablement exact mais je ne sais pas précisément ce qu'il a copié.

Eh bien, la non-coopération et peut-être la désobéissance civile.

Oui, mais elles ne sont pas uniquement gandhiennes mais bien plus universelles que ça.

Il s'est inspiré de Gandhi, même s'il a certainement aussi puisé dans la tradition américaine de la non-violence ou de la désobéissance civile ; mais il a apparemment trouvé certaines de ses stratégies dans celles qu'utilisait Gandhi dans sa lutte contre le colonialisme britannique et il s'en est également inspiré.

Mais là encore, elles ne sont pas uniquement indiennes ou gandhiennes. Je ne saisis pas très bien d'où vous tirez cette idée. Je ne me suis pas concentré sur ce que King a emprunté à Gandhi. Il a affirmé qu'il s'en était inspiré mais bon...

Ce qu'on peut en conclure, à mon avis, en vous lisant, c'est que dans la lutte non-violente, l'action elle-même et l'expérience de la population – expérience politique ou sociale – sont plus bien plus importantes que les sources d'inspiration...

Oui, absolument. Sans aucun doute.

... parce que les peuples tirent des enseignements de leurs propres échecs et de leurs propres réussites.

Cela saute aux yeux en Pologne. Quand les Polonais sont retournés en Pologne et ont vu ce que faisaient leurs compatriotes, ils

sont arrivés à la conclusion qu'ils devaient faire autrement qu'en 1971, par exemple.

Lorsque vous considérez rétrospectivement vos 60 ans au service de la lutte non-violente, parmi les expériences que vous avez faites, les pays où vous vous êtes rendu, lesquels vous ont le plus influencé ou intéressé ? Était-ce en Europe de l'est ? Était-ce en Afrique, en Asie ou en Amérique ? Quel est le plus intéressant à vos yeux ?

Je n'y ai jamais pensé. Chaque endroit où je suis allé m'a apporté quelque chose et c'est ce que j'aime. Je ne me suis jamais dit, « tiens, c'est typiquement norvégien », ou « c'est typiquement indien ».

Autrement dit, c'est une leçon générale que vous avez tiré de l'ensemble.

Oui, on peut dire ça.

Existe-t-il des événements ou des mouvements non-violents que vous avez manqués et auxquels vous vouliez participer... ?

Participer... ?

... ou assister de plus près ?

Il y a eu énormément de mouvements non-violents à travers le monde dont je n'ai pas tiré d'enseignement.

Y-a-t-il une expérience particulière qui vous a tout particulièrement intéressé, à laquelle vous auriez voulu assister mais à laquelle vous n'avez pas participé intimement ou que vous n'avez pas étudiée de très près ?

La Révolution hongroise en 1956-57, qui a été un combat non-violent d'une incroyable puissance, qui a tourné au conflit armé – sans succès, évidemment – avant de redevenir une lutte non-violente. Et cela s'est combiné avec une restructuration de la société et du gouvernement ; en tout cas, on a essayé d'ouvrir une voie principale.

C'est donc possible aussi. On a là un exemple de combat violent et non-violent en même temps et pour le même événement.

Les deux se sont plutôt enchaînés. Ils n'étaient pas simultanés, hormis à certains moments limités dans le temps, je pense. Mais il y a eu une phase de lutte non-violente, avant que l'armée hongroise ne monte à l'offensive. Elle a été battue et la population a alors repris sa lutte non-violente. Ça peut donc arriver ; c'est arrivé.

Mais ce n'est pas ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie en 1968 ?

Non, ils s'en sont tenus aux moyens non-violents, avant de capi-

tuler partiellement et d'octroyer aux Russes une partie du pouvoir qu'ils convoitaient.

Quel est exactement le rôle que peuvent jouer les réseaux transnationaux dans une lutte non-violente ?

Je l'ignore mais je reste très sceptique à ce sujet. C'est une question à laquelle je ne me suis pas du tout intéressé. Je pense que des outsiders, y compris des acteurs internationaux, peuvent envenimer la situation.

Oui et c'est généralement le cas.

Je n'ai pas de preuves concrètes mais quand on m'a demandé – peut-être lors d'un interview au sujet de l'Égypte – « Que devraient faire les États-Unis ? », ma réponse a été « Surtout ne pas s'en mêler ». Parce que le gouvernement américain ne comprend rien au combat pacifique et il risque d'aggraver les choses. Alors, qu'il reste dehors ! Il ne pourrait pas mieux faire pour aider à résoudre la situation. Laisser les Égyptiens régler les choses eux-mêmes.

Vous avez demandé aux Américains de ne pas intervenir ?

J'ai dit qu'ils ne devraient pas intervenir, même si le gouvernement américain ne se souciait absolument pas de ce que je pensais.

Mais l'idée de solidarité est importante, non ?

Oui. On peut agir de façon limitée depuis l'extérieur – depuis un autre pays ou une autre région du monde – mais pas au niveau du combat proprement dit. On peut faire passer le message sur ce qui se passe, relayer l'information. On peut émettre une condamnation morale, mais sans essayer de changer le cours des choses sur le terrain. C'est une tout autre affaire.

Êtes-vous allé en Ukraine ?

Non.

Vous avez juste témoigné de loin.

Très peu. Je voyais des choses dans les journaux ou à la télévision, mais de là à dire que je comprenais ce qui se passait vraiment...

Vous vous concentriez surtout sur votre travail et les endroits où vous alliez, principalement en Extrême-Orient : la Chine, la Birmanie, l'Inde.

Je n'avais pas du tout pensé à cela. Nous avons passé quelques jours en Chine. J'ai été quelques fois en Birmanie et en Thaïlande.

Êtes-vous allé en Europe de l'est ?

Je suis allé à Moscou, en Lituanie soviétique, en Lettonie et en Estonie.

C'était après l'effondrement du communisme ?

Non, je participais au combat des États baltes pour chasser les Soviétiques. Nous nous sommes entretenus avec les gouvernements qui souhaitaient leur indépendance. Ils s'appuyaient sur mon livre *La Guerre civilisée* (Sharp 1995). Il était en cours de traduction ; c'était une traduction approximative. Ces gouvernements l'utilisaient.

Vous opérez donc en tant que consultant ?

Oui.

Et quelle a été votre expérience de ces pays ?

Assez bonne. Ils méritent vraiment que l'on reconnaisse ce qu'ils ont accompli, car ils l'ont fait tout seuls. C'est d'autant plus incroyable qu'ils appartenaient à l'Union soviétique. Et s'émanciper de l'URSS, c'est autre chose que de chasser une armée. C'est plus dur.

Êtes-vous allé en Russie ?

Oui, à Moscou – une seule fois, je crois.

Avez-vous rencontré des difficultés avec le gouvernement russe ? La police secrète ?

Non. Mais je ne sais pas ce qu'ils faisaient. Ils m'ont peut-être surveillé, je l'ignore. En fait, nous nous sommes exprimés sur les coups d'État devant une commission au Parlement russe. Et j'ignore ce qu'ils ont bien pu en faire.

C'était en 1991 ?

Je ne me souviens plus de l'année. Mais c'est possible.

Il me semble que dans un entretien avec Amitabh Pal, de la revue The Progressive, vous avez dit avoir eu des difficultés avec le FSP (Foreign and Security Policy) ?

Ils ne voulaient pas de moi à Moscou.

C'est donc la raison.

Ils ne voulaient pas que mon livre *De la dictature à la démocratie* (Sharp 2009b) soit publié dans une traduction russe. Ils ont fait une descente dans l'imprimerie alors que l'ouvrage était en train d'être mis sous presse. Ils ont demandé à ce qu'on arrête les rotatives pour inspecter le document, avant de déclarer : « Ce livre est une bombe ». Les personnes qui avaient déposé le manuscrit chez

l'imprimeur l'ont emporté rapidement. Ils l'ont fait tirer hors de Moscou et l'ont diffusé à nouveau. C'est la quatrième ou cinquième édition en traduction russe effectuée de manière indépendante. On a ensuite essayé de choisir la meilleure et de l'utiliser comme traduction officielle afin de garder sur elle un certain contrôle éditorial, ce qui n'était pas vraiment le cas.

De la dictature à la démocratie *est donc interdit dans de nombreux pays ?*

Je ne sais pas exactement combien. Mais ce qui est sûr, c'est que les gouvernements de certains pays, comme la Birmanie, ont incarcéré des gens pour l'avoir eu entre les mains. Il n'est pas très bien vu.

Pourtant, de nombreuses traductions circulent sur internet. Ce n'est pas un livre que l'on achète en librairie. On le trouve surtout sur la toile.

C'est probablement vrai. Souvent, on ne sait pas ; on ne nous dit pas toujours ce qui se passe.

Est-ce qu'en anglais De la dictature à la démocratie a été publié sous la forme papier ou est-il aussi sur le net ?

Oui, nous l'avons publié en tant que pamphlet. Vous n'en avez pas d'exemplaire ?

Non, je n'en ai pas.

Je vous en procurerai un. Certains éditeurs commerciaux l'ont maintenant fait paraître. Je ne sais pas à combien d'éditions nous en sommes depuis la première impression. Vous savez, il n'a pas du tout été imprimé, excepté pour l'édition publiée à Bangkok, pendant cinq ans, je crois. Je ne me souviens plus très bien.

Je l'ai lu sur internet, mais j'aimerais beaucoup en avoir un exemplaire. J'ai lu un livre d'Ackerman et Kruegler ; dans les remerciements, les auteurs disent que quiconque se met à écrire sur l'action non-violente monte nécessairement sur les épaules de Gene Sharp. Je me suis dit qu'après environ soixante ans de lutte non-violente et de réflexion sur le sujet, vos épaules devaient être vraiment fatiguées à cause de tous ces gens perchés dessus.

(Rires.)

Quand vous vous retournez sur vos soixante années de combats et de réflexion, quel bilan dressez-vous des six décennies écoulées ?

Je ne regarde pas en arrière et ne vois pas les choses de cette façon. Assez tôt, en 1949, peut-être... ce type d'action m'intriguait vraiment. Et depuis cette date, je n'ai pas cessé d'en apprendre de

plus en plus là-dessus. Et à chaque fois que j'apprends quelque chose, il y a toujours plus à apprendre. C'est beaucoup plus important que ce que je croyais. Il y a aussi tout ce qui s'est passé. À quoi est-ce que ça sert ? Quel est son potentiel ? Quelles seraient les conséquences sur le long terme si on fait ce choix de la non-violence dans ce type de conflit ou dans cet autre, en réalisant que cela peut être lourd de conséquences ? Le type de sanctions, le type de punitions sur lesquels la société s'appuie pour arriver à ses fins – parce qu'elle a besoin d'un moyen d'action – tout cela a des conséquences : des conséquences sur la façon de modeler cette société en termes de pouvoirs – central ou populaire et démocratique. Le sujet est bien plus important que ce que j'avais escompté à l'origine. Aussi faut-il le creuser en permanence.

Il y a donc de nombreux aspects que vous avez négligés et que vous aimeriez aborder ?

Oh oui, je suis sûr qu'il y en a. Je n'ai pas essayé de voir ce que j'avais bâclé ou délaissé. J'ai fait tout ce que je pouvais à l'époque. Les gens veulent toujours me suggérer de faire autre chose, me disent ce qu'il faudrait faire : « Pourquoi ne faites-vous pas ci, pas ça ». J'ai envie de répondre : « Pourquoi est-ce que vous, vous ne le faites pas ? » Je ne peux pas tout assumer.

Si vous pouviez avoir une seconde vie, est-ce que vous referiez exactement la même chose ?

Les choses étant ce qu'elles sont, je pense que je me suis assez bien débrouillé. Je n'aurais jamais pensé avoir une telle vie professionnelle. J'ai bénéficié d'opportunités, j'ai reçu des invitations. Je n'avais pas prévu d'aller travailler à Londres pour un journal pacifiste. Je n'ai pas envisagé d'être invité en Norvège. Je n'ai pas planifié d'aller à Oxford. Toutes ces étapes, parmi d'autres changements, se sont révélées essentielles. J'avais tellement à apprendre, encore et encore...

Y a-t-il aujourd'hui des personnes qui pourraient s'inscrire dans votre ligne de pensée et votre recherche ?

Peut-être, je ne sais pas. Je ne désigne personne en particulier.

Mais vous avez des étudiants ?

Des étudiants d'il y a longtemps.

Et des collaborateurs qui poursuivent votre travail ?

J'espère que ce travail perdurera, mais il ne s'agit pas simplement de mon activité propre... Comme je n'ai aucun contrôle là-dessus, on verra bien.

Certes. Êtes vous optimiste en ce qui concerne l'avenir de l'action non-violente dans le monde ?

Oh, sans aucun doute. Regardez simplement les trente, quarante dernières années. Je ne sais pas si nous pensions profondément « Oh Gandhi, il faudrait un Gandhi ». Je n'ai jamais dit cela, parce qu'il s'est passé tant d'autres choses – d'autres personnes dans d'autres pays, d'autres cultures, d'autres régimes politiques. Toute l'Europe de l'est, et même l'Union soviétique, c'est terminé. Pas à cause d'une guerre, mais de l'intérieur... C'est entièrement conforme avec ce travail. Ça a à voir avec le travail de Karl Deutsch... Il était à la fois allemand et américain.

Karl Deutsch ?

Le politologue. Il a écrit tout un chapitre sur les « fissures dans le monolithe » (Deutsch 1963 : 497-508) qui traite des faiblesses des systèmes totalitaires. Je n'ai jamais imaginé l'avènement du Printemps arabe. Il s'est répandu. Je pense que ce genre de combat s'étend, que c'est possible. Ce que j'ai écrit pour les Birmans est maintenant disponible en trois langues et d'autres traductions sont en cours. En trois langues différentes, je crois, rien qu'en Espagne.

Votre livre De la dictature à la démocratie ?

Oui. Il existe en castillan, en catalan et en galicien. Et qui a bien pu vouloir le rendre accessible en deux ou trois langues en Espagne ? Je n'y avais jamais pensé. Il y a tellement de soi-disant nationalités réprimées qui essaient de s'emparer de leur indépendance. Maintenant quelles seront les conséquences logiques ? La « nécessité » de recourir à la guérilla, au terrorisme, aux assassinats deviendra caduque. Les gens pourraient utiliser la non-violence à la place.

C'est exactement ma question. Pendant longtemps, votre travail a surtout attiré l'attention des dictatures et je me demande si dans les vingt prochaines années, les sociétés démocratiques lui manifesteront un plus grand intérêt.

Ça ne m'étonnerait pas. On me pose ce genre de questions. On nous pose un tas de questions.

Comment y répondez-vous ?

Je dis « c'est possible ».

Parce qu'il y a une nécessité même dans les démocraties...

Oui, parce que les gens se sentent souvent impuissants et démunis. Ils ont besoin de voir comment on peut l'appliquer de manière constructive dans les pays où l'on vient juste de renverser un leader autoritaire, comme en Égypte. Parce qu'il va sans dire que

l'armée égyptienne n'est pas très tendre. Et cela me ramène, en partie, au fait que l'opposition a laissé l'ex-président Moubarak décider qui dirigerait le pays après sa démission. Cela aurait pu être évité si les opposants avaient fait preuve d'assez de solidarité, de détermination et de clairvoyance pour mesurer le danger qu'il y avait à laisser faire Moubarak.

La plupart du temps, êtes-vous contacté par des gouvernements nouvellement démocratiques, qui viennent de se doter d'une démocratie, ou bien plutôt par des activistes des droits civiques ou des activistes non violents ?

Pas très souvent par des gouvernements.

Jamais ?

Je n'ai pas dit « jamais ».

Ça ne les intéresse pas ?

Vous devriez demander cela à Jamila. Elle se souvient mieux que moi de qui est en contact avec nous. Elle supervise tout cela.

Je parle des trente, quarante dernières années.

Il y avait les Balkans.

Est-ce que vous collaborez avec des groupes non-violents au Canada ou aux États-Unis ?

Certains d'entre eux m'invitent à des conférences. Il y a l'université de Waterloo. J'y suis allé il y a de nombreuses années et ils sont en train de monter un ambitieux colloque sur Gandhi. Mais les grandes organisations qui s'étiquettent pacifistes, comme la *War Resisters League* ou la *Fellowship of Reconciliation*, m'ignorent pour la plupart. De temps en temps, on m'informe que certains de leurs membres étudient ou utilisent tel ou tel de mes écrits. Mais ils n'ont pas besoin d'autorisation ou de faire des démarches quelconques pour utiliser mes travaux. Néanmoins, mon approche diffère de leurs messages fondamentaux. Ils continuent de résister et ils le témoignent par des actions comme la désobéissance personnelle.

Vous voyez donc votre héritage surtout à l'extérieur de l'Amérique plutôt qu'à l'intérieur ?

Je ne pense jamais à cela, je ne sais pas.

Vous ne vous souciez pas de savoir ce qui viendra après, qui reprendra le flambeau...

C'est difficile de le prédire. On ne sait jamais. Je m'en moque éperdument. Je fais ce que je peux. Il n'y a pas d'autre solution de toute façon.

Vous sentez-vous avoir encore assez d'énergie pour poursuivre la tâche pendant dix ans ?

J'essaie.

C'est merveilleux. Y a-t-il un livre que vous voudriez écrire ?

Il y en a plusieurs. Je voudrais faire paraître une nouvelle édition de *The Politics of Nonviolent Action* (Sharp 1973)

Ce sera une édition augmentée ?

Oui. J'ai aussi un autre manuscrit, *On Power*, que j'espère publier.

The Politics constitue déjà un énorme volume.

Oui mais il date de 1973.

Vous voudriez le reprendre ?

Oui. La majeure partie peut rester pratiquement inchangée. J'avais écrit un chapitre sur le deuxième pouvoir que je n'ai pas retenu dans ce volume. Il portait sur les institutions et la société civile. Il faudrait l'inclure. Le second chapitre de *Politics* – un panorama général du combat non-violent – est complètement obsolète. Il nécessite un gros travail de révision. Sinon, il faudra simplement le supprimer car il est terriblement périmé. J'y décrivais les trois mécanismes – la transformation, l'adaptation, la coercition. J'en ai ensuite ajouté un quatrième – la désintégration : il s'agit du cas où alors qu'un régime s'effondre, personne n'est capable de démissionner. C'est tellement fondamental, tellement élémentaire. Il y aurait encore d'autres projets.

Quoi d'autre ?

J'ai quelque chose de très modeste, un texte sur la pensée d'Einstein. J'ai déjà un premier jet qui répertorie les évolutions de sa pensée et pourquoi elle a évolué. Je veux proposer mes propres commentaires sur sa pensée et les faire paraître sous la forme d'une simple petite brochure.

Sa pensée sur la paix et la non-violence ?

Cela vient de sa réflexion sur la paix et la guerre. C'est pratiquement terminé, hormis mes propres remarques.

Vous pensez donc qu'Einstein est encore un penseur très pertinent ?

Oui, car il a été confronté à tous ces enjeux terribles, y compris le régime nazi et les armes nucléaires, et a fini par se concentrer sur Gandhi. Mais il y a d'autres choses, des choses nouvelles à en dire.

Que deviendra après vous l'Institution Einstein ?

Ça reste à voir. Elle pourrait continuer à répandre ce genre d'information car c'est un endroit que l'on contacte et dont les gens consultent le site internet. Peut-être que tout changera et sera différent, espérons pour le meilleur.

Avez-vous songé à écrire votre autobiographie ?

Non. Je ne pense pas que ce soit intéressant.

Votre vie n'a pas d'importance ?

Pas vraiment.

Vous avez fait ce que vous deviez faire ?

Oui.

Gene SHARP avec Ramin JAHANBEGLOO.
(*Albert Einstein Institution.*)

Traduit de l'anglais par Nicole G. Albert.

Références

Deutsch, Karl (1963) « Cracks in the Monolith: Possibilities and Patterns of Disintegration in Totalitarian Systems », in Harry Eckstein et David E. Apter (éds) *Comparative Politics: A Reader*, pp. 497-508. New York : Free Press.

Sharp, Gene (1973) *The Politics of Nonviolent Action*. Boston : Porter Sargent.

Sharp, Gene (1979) *Gandhi As a Political Strategist*. Boston : Porter Sargent.

Sharp, Gene (1995) *La Guerre civilisée : la défense par actions civiles*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

Sharp, Gene (2009a) *L'Anti-coup d'État*. Paris : L'Harmattan.

Sharp, Gene (2009b) *De la dictature à la démocratie : un cadre conceptuel pour la libération*. Paris : L'Harmattan.

Sharp, Gene (2011) *Sharp's Dictionary of Power and Struggle*. Oxford : Oxford University Press.